

Suivi des questions européennes en application de l'article 123 du Règlement

Période du 19 février au 11 mars 2020

1 Actualités européennes

- S'engager à parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050 : la Commission propose une loi européenne sur le climat et lance une consultation sur le pacte européen pour le climat
- Relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : le Conseil donne son feu vert au lancement des discussions et adopte des directives de négociation
- Le paquet d'hiver place la durabilité compétitive au coeur du Semestre européen
- La stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes : vers une union de l'égalité

2 Réunions du Conseil des Ministres de l'Union européenne et du Conseil européen

17 mars 2020	Conseil « Affaires économiques et financiers » (Ecofin) <i>Représentant belge : M. Alexander De Croo</i>	- Union des marchés des capitaux - Directive solvabilité II - Semestre européen - Coopération internationale au sein du G20 et du FMI
19 mars 2020	Conseil « Emploi, politique sociale, santé et consommateurs » (EPSCO) <i>Représentant belge : Mme Maggie De Block</i>	L'ordre du jour sera disponible prochainement sur le site web du Conseil .
23 - 24 mars 2020	Conseil « Agriculture et pêche » (AGRIPECHE) <i>Représentant belge : à définir</i>	L'ordre du jour sera disponible prochainement sur le site web du Conseil .

24 mars 2020	Conseil « Affaires générales » <i>Représentant belge : M. Koen Geens</i>	L'ordre du jour sera disponible prochainement sur le site web du Conseil .
26 - 27 mars 2020	Conseil européen	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la base économique de l'Union européenne - Politique numérique - Elargissement - Relations extérieures - Justice et affaires intérieures

3 Consultations de la Commission européenne et du Comité européen des régions

La Commission européenne sollicite l'opinion des citoyens et des parties prenantes sur le champ d'application, les priorités et la valeur ajoutée de l'action de l'Union européenne concernant de nouvelles initiatives ou l'évaluation de politiques et législations existantes.

Grâce aux consultations publiques, le Parlement de Wallonie peut donner son avis sur ces initiatives, politiques ou mesures législatives.

- Evaluation de la Directive 2006/54/EC du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail

La Directive 2006/54/EC du 5 juillet 2006 fixe le principe de l'égalité des chances ainsi que l'égalité de traitement entre hommes et femmes. Des évaluations précédentes de la directive ont mis en évidence le caractère flou de certains concepts juridiques qu'elle propose, ainsi que des difficultés de mise en œuvre.

Cette consultation vise à évaluer les modifications qui ont été apportées à la directive.

Date limite pour le dépôt d'une contribution : 28 mai 2020

- Pacte climatique européen

Le Pacte vert européen est la nouvelle stratégie de croissance pour une Union européenne durable, plus propre, plus sûre et plus saine. L'engagement du public est important pour instiller une nouvelle culture climatique, une conscience et une motivation pour l'action climatique, réunissant les citoyens, les industries, la société civile et les autorités à tous les niveaux.

Pour parvenir à cela, la Commission européenne consulte le public et les parties intéressées en vue de lancer un « Pacte climatique » durant le troisième trimestre 2020.

Date limite pour le dépôt d'une contribution : 27 mai 2020

4 Cour des comptes de l'Union européenne

- Rapport spécial 06/2020 : « Mobilité urbaine durable dans l'Union européenne : pas d'avancée réelle sans l'engagement des États membres »

En 2013, la Commission européenne a publié un paquet « Mobilité urbaine » et a accru le financement dévolu au transport urbain propre (13 milliards d'euros pour la période 2014 - 2020) dans le but de rendre ce dernier plus durable.

Dans son rapport, la Cour des comptes de l'Union européenne indique que les villes n'ont pas fondamentalement revu leur approche et a constaté l'absence de tendance nette à passer à des modes de transports plus durables.

La Cour recommande notamment de subordonner l'accès au financement de l'Union européenne à l'existence de plans de mobilité urbaine bien conçus.

5 Commission chargée de questions européennes du Parlement de Wallonie

Prochaine réunion : le 26 mars 2020